

# L'État de droit est aussi une exigence pour la croissance économique

L'Algérie, à l'instar des autres pays arabes de la région et du Moyen-Orient, a rendez-vous avec l'histoire. La période qui s'ouvre en effet marque la fin des systèmes politiques fermés, autocratiques, et pour certains d'entre eux, dictatoriaux. Cette fin annoncée de ces régimes se fait malheureusement dans des bains de sang, les systèmes en place s'obstinant à nier les impérieuses nécessités de l'Histoire. L'Algérie, qui reste caractérisée par un contexte particulier s'il en est, marqué par la décennie sanglante, la violence, le terrorisme doit reprendre le chemin de la transition démocratique en tirant les leçons de la tragédie des années 90. Il faut bien cependant souligner que le drame qu'a enduré notre société ne doit pas être un prétexte au déni démocratique. Nous devons reprendre la construction du nouveau système politique pluraliste, ouvert, porteur de libertés publiques envisagé à la fin des années 80 et nous pourrions le faire en évitant de revivre les souffrances endurées. Les Algériens ont largement payé le prix de la première tentative de la transition à l'ouverture politique, tentative qui, malheureusement, a avorté dans un bain de sang. Il faut donc se remettre à l'ouvrage en sachant bien que la démocratie n'est pas seulement une exigence pour l'émergence d'une société politique apaisée, équitable qui s'ouvre des perspectives de progrès. La démocratie est aussi nécessaire pour fabriquer la croissance économique robuste et inscrite dans la durée dont a besoin le peuple.

La démocratie, c'est d'abord l'Etat de droit

Si on devait définir l'Etat de droit, en une phase, on dirait que c'est la mise en place d'institutions qui assurent la citoyenneté et l'égalité devant la loi. La société algérienne, mais aussi l'écono-

mie algérienne (et ici c'est l'économie qui nous intéresse) ont besoin, pour progresser, de l'Etat de droit.

Ce que nous apprend la théorie économique

C'est à la fin des années 80 que la réflexion sur la croissance économique s'est élargie à de nouvelles approches et plus singulièrement, encore, la croissance économique dans les pays du Sud. Les analystes et spécialistes de l'histoire économique ont, en effet, mis en lumière, qu'ici, plus encore que dans les pays du Nord, la croissance économique dépend fortement de la mise en place d'institutions qui fournissent des stimulants encourageant la productivité des facteurs capital et travail. De quoi parle-t-on lorsqu'on évoque le concept d'institutions ? L'économie institutionnelle et l'école institutionnaliste doivent leur développement à l'économiste américain, prix Nobel en 1993, Douglas North. (Il faut par ailleurs rappeler que les deux prix Nobel d'économie de l'année 2009 sont aussi deux institutionnalistes).

Douglas North entend par institutions : les lois, règles, normes et croyances qui régissent une société. Les institutions sont les règles du jeu, c'est-à-dire les règles officielles et les normes non officielles qui régissent le fonctionnement de la société ainsi que leur mise en application. Les institutions définissent «la manière dont le jeu se joue».

Les plus importantes de ces institutions sont :

1/ Le droit de propriété : bien défini et spécifié qui fournit les stimulants à l'effort.

Aussi bien les fournisseurs de capital que ceux de travail doivent être correctement récompensés et leurs droits de propriété protégés.

2/ Un système légal et juridique d'exécution des contrats et accords.

Et Douglas North souligne : «S'il n'y a pas un système politique qui encourage la mise en place des droits de propriété efficaces et un système juridique impartial, on n'arrivera nulle part.»

Est-ce cet avertissement qu'auraient entendu les pays arabes réunis en Jordanie en février 2006 qui ont adopté une déclaration en 19 points dans laquelle ils ont reconnu, notamment, l'importance :

«1/ de la protection des droits de propriété et des droits contractuels ;

2/ de la transparence et de la prévisibilité des politiques, lois, réglementations et pratiques administratives nationales ;

3/ de la protection des investisseurs ; 4/ du renforcement de la législation anticorruption ;

5/ de la reconnaissance des principes acceptés à l'échelle internationale concernant la responsabilité sociale des entreprises ;

6/ du rôle actif réel que doivent jouer le monde des affaires et les organisations de la société civile.»

Les pays du Sud et bien évidemment l'Algérie ont besoin à l'évidence de réformer profondément leurs institutions. C'est-à-dire, en fait, construire l'Etat de droit, cet «instrument qui vise à réglementer le comportement des hommes, à faire respecter le droit, à réfréner le gouvernement, à résoudre les litiges et gérer les problèmes sociaux» (J. Rogers). L'Etat de droit se base sur trois principes :

a/ la primauté du droit

b/ la protection égale de la loi

c/ l'application impartiale de la loi en cas d'effraction.

L'Etat de droit est l'antithèse de l'anarchie, de la domination des hommes, du pouvoir discriminatoire, de l'abus de pouvoir, de la corruption de

haut niveau, du châtement arbitraire.

Ainsi, la croissance a besoin de capital, de travail et de productivité, mais dans nos pays, elle a aussi besoin de la construction de l'Etat de droit et donc de réformes des institutions, c'est-à-

dire de réformes des «règles du jeu». La croissance a besoin de bonne gouvernance et la bonne gouvernance ne peut pas faire l'impasse sur les principes de transparence, de responsabilisation, de responsabilité et d'équité. En un mot comme en mille, la bonne gouvernance, c'est la démocratie. Pour terminer ces quelques observations, B. Brecht disait : «Malheureux le pays qui n'a pas un bon chef», et A. Sen, le prix Nobel indien, précise : «Je dirais pour ma part : malheureux le pays qui a besoin d'un chef !» La croissance économique n'est pas le développement «la croissance économique ne suffit pas. Il faut s'intéresser davantage au développement humain et social, aux libertés, à l'articulation entre développement et démocratie».

Toutes ces observations et tous ces rappels nous aident à répondre à la question : «Pourquoi l'économie algérienne peine-t-elle à décoller.

A. B.



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail : [info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## L'histoire très très triste du spleen très très spleen de deux gardes-frontières

Pour en finir avec Kadhafi, l'OTAN bombarde le bureau du dictateur libyen. Mauvais choix ! Pour l'avoir à coup sûr, il fallait viser...

...la chambre à coucher !

Du plus loin qu'ils se souviennent, ils ont toujours été là. Du moins le pensent-ils fort, tellement ils sont là depuis longtemps. Chacun d'un côté de la barrière. Cette barrière rouge et blanche sur laquelle, de temps en temps, d'une des deux capitales, là-bas, loin là-bas, parfois des deux capitales en même temps, on leur demande de passer un coup de peinture pour rafraîchir. Ces mêmes capitales qui communiquent avec eux par le fax. Un fax de chaque côté de la frontière. Et tous deux ont pour seule occupation de guetter le rouleau blanc du fax, le bip annonceur d'un message. Toujours les deux mêmes messages : «Préparez-vous à lever la barrière et à autoriser le passage. La confirmation vous parviendra dans le courant de la journée.» Les yeux des deux gardes-frontières s'allument alors d'une flamme vive, leurs mains tremblent presque de plaisir non contenu, et ils se font de grands signes de part et d'autre de la barrière, comme pour vérifier que tous deux ont bien reçu les mêmes consignes. Puis, la journée avançant, retentit un autre bip, libérant du rouleau fax un autre message : «Prière annuler le premier ordre. Gardez la barrière fermée. Interdiction formelle de laisser traverser le checkpoint. Restez en attente d'un autre message.» Alors, les deux gardes-frontières sortent presque en synchro de leurs baraquements respectifs, chacun de son côté de la barrière, lèvent les bras au ciel dans un geste las d'impuissance, puis s'affalent de concert sur le parvis de

leur poste de garde, les yeux dans le vide, ce vide qui les emplit tellement de frayeur lorsque la nuit vient. Demain sera encore un autre jour. Demain sera fait de bips et de contre-bips. Ils liront le premier fax qui annonce invariablement la réouverture du passage entre l'Algérie et le Maroc. Malgré les terribles désillusions passées, ils y croiront encore et encore. Jusqu'au bip suivant, jusqu'au message leur ordonnant de ne rien ouvrir, sauf l'œil sur d'éventuels clandestins qui tenteraient de forcer le passage. A la longue, tous deux ont pris l'habitude de ne pas se précipiter à aller consulter le premier fax. Ils attendent alors ensemble, chacun de son côté de la barrière, le second bip. Et il arrive toujours ce satané second bip. Méthodiquement, ils rangent les deux messages. Chacun dans une chemise distincte. La verte pour les fax ordonnant l'ouverture de la frontière. La rouge pour les messages demandant le maintien de la barrière baissée. Du plus loin qu'ils se souviennent, ils ont toujours été là. Du moins, le pensent-ils fort, tellement ils ont vieilli ensemble ici, dans cette portion d'incompréhension. Comment tiennent-ils depuis aussi longtemps sans crever de rage ? Ô ! Nos deux gardes-frontières ont leur petit secret. Certains affirment que le soir, le soir très tard, lorsque les fax dorment du sommeil ingrat des fax, on voit s'allumer un feu sous la barrière, juste en dessous. Et deux ombres couvertes par la nuit, à peine éclairées par le crépitement du feu, discutent à voix basse du temps où il n'y avait pas de barrière ni de fax ni de bip, encore moins de contre-bips dans cette portion du Maghreb. Mais, bien évidemment, il ne doit s'agir que d'une légende. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.